MAIRIE DE TOURS

TOURS, le

1 5 MARS 2015

CTION DE LA PREVENTION

DIRECTION DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES RISQUES

> 1 à 3, rue des Minimes 37926 TOURS CEDEX 9

Tél.: 02.47.21.65.73
Fax: 02.47.60.79.06
e-mail: e.maertens@ville-tours.fr
site web: www.ville-tours.fr

Nos réf. : DP/EM/2015/0105

Destinataire(s):

- AEROPORT TOURS VAL DE LOIRE
- DDSIS
- DDT

BORDEREAU D'ENVOI

NOMBRES DE PAGES	DESIGNATION	DEMANDE(S)/ OBSERVATION(S)
	ERP: AEROPORT TOURS VAL DE LOIRE N° ERP: 1027 Adresse: Rue de l'Aéroport 37000 TOURS	
	<u>Veuillez trouver ci-joint :</u>	
1	Notification du Maire,	
1	Procès-verbal de visite périodique du 10 décembre 2014 de la Commission Communale de Sécurité.	
	Bonne réception.	

PRIERE D'EMARGER LE PRESENT BORDEREAU ET NOUS LE RETOURNER DES RECEPTION :

Reçu

pièce(s) ci-dessus désignée(s)

Le

2015

Signature de l'Expéditeur :

Pour le Maire et par délégation, Le Directeur de la Prévention et de la Gestion des Risques,

Patrick DESARD

· · · · ·

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

REPUBLIQUE FRANCAISE

MAIRIE DE TOURS

DIRECTION DE LA PREVENTION ET DE LA GESTION DES RISQUES

Tours, le

0 5 MARS 2015

NOTIFICATION DU MAIRE

OL/DP/MSD/EM/2015/CCS-0020

Affaire suivie par : P. DESARD

OBJET: SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

(Articles R 123-14 et R 123-48 du Code de la Construction et de l'Habitation).

REF.:

E.R.P. nº 1027

P. J. :

1 procès-verbal de visite périodique de la Commission Communale de Sécurité,

Je vous prie de trouver ci-joint le procès-verbal de **visite périodique** de la Commission Communale de Sécurité effectuée le **10 décembre 2014**, concernant <u>l'Aéroport Tours Val de Loire</u> situé Rue de l'Aéroport à <u>TOURS</u>, relevant de la réglementation des établissements recevant du public de **type W, L, N** et de **3**ème **catégorie**.

Un <u>avis favorable</u> ayant été émis par la Commission Communale de Sécurité, je vous autorise à poursuivre l'exploitation de votre établissement.

Néanmoins, il vous appartient de réaliser les prescriptions émises par la dite commission (cf. procès-verbal) :

Prescription nº 5-3-1°) Délai : permanent,

Prescription nº 5-3-2°) Délai : permanent,

Prescription nº 5-3-3°) <u>Délai</u> : permanent,

Prescription n° 5-4-1°) <u>Délai</u>: 3 mois,

Prescription nº 5-4-2°) Délai : 6 mois,

Prescription nº 5-4-3°) Délai : immédiat,

Prescription nº 5-4-4°) Délai : 12 mois.

Tous travaux ou aménagements, qu'ils soient exigés ou non par l'autorité municipale, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable adressée au Maire de Tours (dépôt du dossier auprès du Service Urbanisme) qui sollicitera, pour avis, la Commission de Sécurité.

DESTINATAIRE :

A l'attention du Directeur de l'établissement AEROPORT TOURS VAL DE LOIRE

> Rue de l'Aéroport 37100 TOURS

Pour le Maire, L'Adjoint Délégué à la Sécurité La Tranquillité Publique et à la Sécurité Civile,

Olivier LEBRETON



VILLE DE TOURS

VILLE DE TOURS
ARRIVÉE COURRIER

1 2 FEV. 2015

Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE DE LA VILLE DE TOURS

SECRETARIAT : D.D.S.I.S.

LA HAUTE LIMOUGERE - ROUTE DE SAINT-ROCH -

BP 39

37230 FONDETTES

TELEPHONE: 02-47-49-69-46 TELECOPIE: 02-47-49-69-49

Service Prévention

IP/PVE/15/ CCS27

Affaire suivie par :

Ltn BENFIFI RK.

Tours, LE 10/12/2014

PROCES-VERBAL DE REUNION DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

Nº D'ORDRE : CCS14131

N° E.R.P.: 1027

CODE: E26100620-000-0

1 - OBJET : VISITE PERIODIQUE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

(Articles R 123-14 et R 123-48 du code de la construction et de l'habitation)

1-1 Visite effectuée le :

Mercredi 10 décembre 2014

1-2 Etablissement:

Aéroport Tours Val de Loire

Adresse

Rue de l'Aéroport - TOURS

1-3 Destination, activité:

Bureaux et salle de réunion

1-4 Dernière visite effectuée le : 05/08/2011

Avis: Favorable

II - REGLEMENTATION APPLICABLE

2-1 Cet établissement est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R 123-1 à R 123-55 ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

2-2 Classement:

TYPE: W, L, N 3ème CATEGORIE (effectif): 612 personnes

595 personnes au titre du public ;

17 personnes au titre du personnel.

.../...

III - ETAIENT PRESENTS

3-1 Membres avec voix délibérative :

- Président : M. ROUSSEAU - D.D.S.P. : Major BARRIBAUD

- S.D.I.S.: Ltn BENFIFI RK.

3-2 Membre(s) avec voix consultative : /

3-3 Représentant(s) de l'établissement :

- Monsieur THIBAUT, Directeur.

3-4 Autre(s) personne(s):

- Monsieur DESTOUCHES, Responsable exploitation;
- Monsieur MARIN, Chargé de mission environnement et sécurité.

IV - TRAVAUX DE LA COMMISSION

4-1 Examen des rapports de vérifications techniques :

- installation électrique : vérification réalisée par APAVE, le 17/01/2014, rapport n° Elara V3.0-14029409-T1 V01.01, avec présence de remarques non levées ;
- éclairage de sécurité : vérification réalisée par RISK Partenaire, le 24/01/2014, compte rendu de maintenance ;
- installation chauffage : pompes à chaleur, vérification réalisée par VINCI Vacilities, le 03/04/2014, facture n° 04820 ;
- désenfumage : vérification réalisée par RISK Partenaire, le 24/01/2014 :
- extincteurs : vérification réalisée par RISK Partenaire, le 24/01/2014, compte rendu de maintenance;
- alarme : vérification réalisée par CHUBB, le 20/02/2014, rapport n° 3260261 ;
- porte automatique : vérification réalisée par RECORD Tours, le 07/10/2014, dossier n° 1409-146/2 ;
- formation du personnel : réalisée le 9/02/2014, sur organisation des évacuations, pour 15 personnes ;
- exercice d'évacuation : réalisé le 20/02/2014.

4-2 Contrôle des prescriptions anciennes :

exécutées : /

non exécutées : /

4-3 Essais effectués :

- coupure générale électrique ;
- éclairage de sécurité ;
- déclenchement d'alarme sur déclencheur manuel situé dans le hall du restaurant ;
- désenfumage non testé : pluie.

4-4 Anomalies constatées lors des essais :

- aucune anomalie constatée ce jour.

V - AVIS DE LA COMMISSION

5-1	Analyse	des	risques	présentés	par l'ERP	:

5-1-1 Risques d'a	qp	parition d'u	n incendie
-------------------	----	--------------	------------

- le rapport électrique présente de nombreuses observations.

5-1-2 Risques d'aggravation d'un éventuel incendie :

- il existe du stockage dans le local qui abrite les serveurs informatiques.

5-1-3 Risques de gêne à l'évacuation y compris pour les personnes en situation de handicap :

- aucun risque constaté ce jour.

5-1-4 Risques de gêne à l'intervention des secours :

- aucun risque constaté ce jour.

5-2 Vu l'analyse de risques réalisée par la commission, celle-ci émet un avis :

FAVORABLE

- 5-3 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier :
 - 1°) Faire vérifier par des techniciens compétents ou agréés et selon les périodicités mentionnées dans le règlement de sécurité, l'ensemble des installations techniques.
 - 2°) Tenir à jour le registre de sécurité, où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques.
 - 3°) Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, sous couvert du Maire de la commune, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire.
- 5-4 Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la commission **propose** la réalisation des prescriptions techniques suivantes :
 - 1°) Lever les observations du rapport de vérification des installations électriques (articles GE 8§2 et EL 4).
 - 2°) Assurer une formation régulière de l'ensemble des personnels aux règles d'évacuation (article MS 46).
 - 3°) Eliminer tout stockage du local serveurs (article EL 5).
 - 4°) Prendre toutes dispositions pour assurer l'évacuation immédiate ou différée des personnes en situation de handicap (articles GN8, CO1, CO14, CO23, CO57, CO58, CO59 et CO60 du règlement de sécurité et R 123-3,123-7,123-22,123-48 et R 123-51 du code de la construction et de l'habitation) et les tenir à disposition de la commission de sécurité.

Nota: En application de la réglementation concernant l'accessibilité des personnes handicapées, les travaux doivent faire l'objet d'un examen par la commission compétente.

Le Président de séance

Henri ROUSSEAU



